

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1988 Nr. 21

A. TITEL

*Statuut van de Intergouvernementele Commissie voor Europese
Migratie¹⁾, met Bijlage;
Venetië, 19 oktober 1953*

B. TEKST

De Franse en de Engelse tekst van Statuut en Bijlage zijn geplaatst in *Trb.* 1953, 128.

De Franse en de Engelse tekst zullen, na inwerkingtreding van de in rubriek J hieronder vermelde wijziging, als volgt luiden²⁾:

¹⁾ Voor wijziging van de naam van de Commissie zie rubriek J van dit Tractatenblad.

²⁾ De wijzigingen in de tekst zijn onderstreept.

Constitution de l'Organisation Internationale pour les Migrations

Constitution¹⁾

Préambule

Les hautes Parties contractantes,

Rappelant

la résolution adoptée le 5 décembre 1951 par la Conférence des migrations de Bruxelles,

Reconnaissant

que l'octroi, à une échelle internationale, de services de migration est souvent requis pour assurer le déroulement harmonieux des mouvements migratoires dans le monde et pour faciliter, dans les conditions les plus favorables, l'établissement et l'intégration des migrants dans la structure économique et sociale du pays d'accueil,

que des services de migration similaires peuvent également être requis lors de migrations temporaires, de migrations de retour et de migrations intra-régionales,

que la migration internationale inclut également celle de réfugiés, de personnes déplacées et d'autres personnes contraintes de quitter leur pays et qui ont besoin de services internationaux de migration,

qu'il importe de promouvoir la coopération des Etats et des organisations internationales en vue de faciliter l'émigration de personnes désireuses de partir pour des pays où elles pourront, par leur travail, subvenir à leurs besoins et mener avec leurs familles une existence digne dans le respect de la personne humaine,

que la migration peut stimuler la création de nouvelles activités économiques dans les pays d'accueil et qu'une relation existe entre la migration et les conditions économiques, sociales et culturelles dans les pays en développement,

que les besoins des pays en développement devraient être pris en considération en matière de coopération et d'autres activités internationales relatives à la migration,

¹⁾ Le présent texte incorpore dans la Constitution du 19 octobre 1953 du Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (dénomination antérieure de l'Organisation) les amendements adoptés le 20 mai 1987.

Constitution of the International Organization for Migration

Constitution¹⁾

Preamble

The High Contracting Parties,

Recalling

the Resolution adopted on 5 December 1951 by the Migration Conference in Brussels,

Recognizing

that the provision of migration services at an international level is often required to ensure the orderly flow of migration movements throughout the world and to facilitate, under the most favourable conditions, the settlement and integration of the migrants into the economic and social structure of the country of reception,

that similar migration services may also be required for temporary migration, return migration and intra-regional migration,

that international migration also includes that of refugees, displaced persons and other individuals compelled to leave their homelands, and who are in need of international migration services,

that there is a need to promote the co-operation of States and international organizations with a view to facilitating the emigration of persons who desire to migrate to countries where they may achieve self-dependence through their employment and live with their families in dignity and self-respect,

that migration may stimulate the creation of new economic opportunities in receiving countries and that a relationship exists between migration and the economic, social and cultural conditions in developing countries,

that in the co-operation and other international activities for migration the needs of developing countries should be taken into account,

¹⁾ The present text incorporates into the Constitution of 19 October 1953 of the Intergovernmental Committee for European Migration (former designation of the Organization) the amendments adopted on 20 May 1987.

qu'il importe de promouvoir la coopération des Etats et des organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales, en matière de recherches et de consultations sur les questions de migration, non seulement en ce qui concerne le processus migratoire mais aussi la situation et les besoins spécifiques du migrant en tant qu'être humain,

que le mouvement des migrants devrait, dans la mesure du possible, être effectué par les services de transport réguliers, étant entendu qu'il est nécessaire en certaines circonstances de recourir à des facilités supplémentaires ou différentes,

qu'une coopération et une coordination étroites doivent exister entre les Etats, les organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales, sur les questions de migration et de réfugiés,

qu'un financement international des activités liées à la migration internationale est nécessaire,

Etablissent

l'Organisation internationale pour les migrations, ci-après dénommée l'Organisation, et

Acceptent la présente Constitution.

CHAPITRE I

OBJECTIFS ET FONCTIONS

Article 1

1. Les objectifs et les fonctions de l'Organisation sont:

a) de prendre toutes mesures utiles en vue d'assurer le transfert organisé des migrants pour lesquels les facilités existantes sont inadéquates ou qui, autrement, ne seraient pas en mesure de partir sans assistance spéciale vers des pays offrant des possibilités de migration ordonnée;

b) de s'occuper du transfert organisé des réfugiés, des personnes déplacées et d'autres personnes ayant besoin de services internationaux de migration, pour lesquels des arrangements pourront être faits entre l'Organisation et les Etats intéressés, y compris ceux qui s'engagent à les accueillir;

c) de fournir, à la demande des Etats intéressés et avec leur accord, des services de migration tels que le recrutement, la sélection, la préparation à la migration, les cours de langues, les activités

that there is a need to promote the co-operation of States and international organizations, governmental and non-governmental, for research and consultation on migration issues, not only in regard to the migration process but also the specific situation and needs of the migrant as an individual human being,

that the movement of migrants should, to the extent possible, be carried out with normal transport services but that, on occasion, there is a need for additional or other facilities,

that there should be close co-operation and co-ordination among States, international organizations, governmental and non-governmental, on migration and refugee matters,

that there is a need for the international financing of activities related to international migration,

Do hereby establish

the International Organization for Migration, hereinafter called the Organization, and

Accept this Constitution.

CHAPTER I

PURPOSES AND FUNCTIONS

Article I

1. The purposes and functions of the Organization shall be:

(a) to make arrangements for the organized transfer of migrants, for whom existing facilities are inadequate or who would not otherwise be able to move without special assistance, to countries offering opportunities for orderly migration;

(b) to concern itself with the organized transfer of refugees, displaced persons and other individuals in need of international migration services for whom arrangements may be made between the Organization and the States concerned, including those States undertaking to receive them;

(c) to provide, at the request of and in agreement with the States concerned, migration services such as recruitment, selection, processing, language training, orientation activities, medical

d'orientation, les examens médicaux, le placement, les activités facilitant l'accueil et l'intégration, des services de consultation en matière de migration, ainsi que toute autre assistance conforme aux buts de l'Organisation;

d) de fournir des services similaires, à la demande des Etats ou en coopération avec d'autres organisations internationales intéressées, pour la migration de retour volontaire, y compris le rapatriement librement consenti;

e) d'offrir aux Etats, ainsi qu'aux organisations internationales et autres organisations, un forum pour des échanges de vues et d'expériences et pour la promotion de la coopération et de la coordination des efforts internationaux sur les questions de migration internationale, y compris des études sur de telles questions en vue de développer des solutions pratiques.

2. Dans l'accomplissement de ses fonctions, l'Organisation coopère étroitement avec les organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales concernées par les questions de migration, de réfugiés et de ressources humaines afin, entre autres, de faciliter la coordination des activités internationales en ces domaines. Cette coopération s'exercera dans le respect mutuel des compétences des organisations concernées.

3. L'Organisation reconnaît que les critères d'admission et le nombre des immigrants à admettre sont des questions qui relèvent de la compétence nationale des Etats et, dans l'accomplissement de ses fonctions, il se conforme aux lois et règlements ainsi qu'à la politique des Etats intéressés.

CHAPITRE II

MEMBRES

Article 2

Sont membres de l'Organisation:

a) Les Etats qui, étant membres de l'Organisation, ont accepté la présente Constitution suivant l'article 34 ou auxquels s'appliquent les dispositions de l'article 35;

b) les autres Etats qui ont fourni la preuve de l'intérêt qu'ils portent au principe de la libre circulation des personnes et qui s'engagent au moins à apporter aux dépenses d'administration de l'Organisation une contribution financière dont le taux sera convenu entre le Conseil et l'Etat intéressé, sous réserve d'une décision du Conseil prise à la majorité des deux tiers et de leur acceptation de la présente Constitution.

examination, placement, activities facilitating reception and integration, advisory services on migration questions, and other assistance as is in accord with the aims of the Organization;

(d) to provide similar services as requested by States, or in co-operation with other interested international organizations, for voluntary return migration, including voluntary repatriation;

(e) to provide a forum to States as well as international and other organizations for the exchange of views and experiences, and the promotion of co-operation and co-ordination of efforts on international migration issues, including studies on such issues in order to develop practical solutions.

2. In carrying out its functions, the Organization shall co-operate closely with international organizations, governmental and non-governmental, concerned with migration, refugees, and human resources in order, *inter alia*, to facilitate the co-ordination of international activities in these fields. Such co-operation shall be carried out in the mutual respect of the competences of the organizations concerned.

3. The Organization shall recognize the fact that control of standards of admission and the number of immigrants to be admitted are matters within the domestic jurisdiction of States, and, in carrying out its functions, shall conform to the laws, regulations and policies of the States concerned.

CHAPTER II

MEMBERSHIP

Article 2

The Members of the Organization shall be:

(a) the States being Members of the Organization which have accepted this Constitution according to Article 34, or to which the terms of Article 35 apply;

(b) other States with a demonstrated interest in the principle of free movement of persons which undertake to make a financial contribution at least to the administrative requirements of the Organization, the rate of which will be agreed to by the Council and by the State concerned, subject to a two-thirds majority vote of the Council and upon acceptance by the State of this Constitution.

Article 3

Tout Etat membre peut notifier son retrait de l'Organisation avec effet à la fin de l'exercice annuel. Cette notification doit être donnée par écrit et parvenir au Directeur général de l'Organisation quatre mois au moins avant la fin de l'exercice. Les obligations financières vis-à-vis de l'Organisation d'un Etat membre qui aurait notifié son retrait s'appliqueront à la totalité de l'exercice au cours duquel la notification aura été donnée.

Article 4

1. Si un Etat membre ne remplit pas ses obligations financières à l'égard de l'Organisation pendant deux exercices financiers consécutifs, le Conseil peut, par une décision prise à la majorité des deux tiers, suspendre le droit de vote et tout ou partie des services dont cet Etat membre bénéficie. Le Conseil a l'autorité de rétablir ce droit de vote et ces services par une décision prise à la majorité simple.

2. Tout Etat membre peut être suspendu de la qualité de membre par une décision du Conseil prise à la majorité des deux tiers s'il contrevient de manière persistante aux principes de la présente Constitution. Le Conseil a l'autorité de restaurer cette qualité de membre par une décision prise à la majorité simple.

CHAPITRE III

ORGANES

Article 5

Les organes de l'Organisation sont:

- a) le Conseil;
- b) le Comité exécutif;
- c) l'Administration.

Article 3

Any Member State may give notice of withdrawal from the Organization effective at the end of a financial year. Such notice must be in writing and must reach the Director General of the Organization at least four months before the end of the financial year. The financial obligations to the Organization of a Member State which has given notice of withdrawal shall include the entire financial year in which notice is given.

Article 4

1. If a Member State fails to meet its financial obligations to the Organization for two consecutive financial years, the Council may by a two-thirds majority vote suspend the voting rights and all or part of the services to which this Member State is entitled. The Council shall have the authority to restore such voting rights and services by a simple majority vote.

2. Any Member State may be suspended from membership by a two-thirds majority vote of the Council if it persistently violates the principles of this Constitution. The Council shall have the authority to restore such membership by a simple majority vote.

CHAPTER III

ORGANS

Article 5

There are established as the organs of the Organization:

- (a) the Council;
- (b) the Executive Committee;
- (c) the Administration.

CHAPITRE IV

CONSEIL

Article 6

Les fonctions du Conseil, outre celles indiquées dans d'autres dispositions de la présente Constitution, consistent à :

- a) arrêter la politique de l'Organisation;
- b) étudier les rapports, approuver et diriger la gestion du Comité exécutif;
- c) étudier les rapports, approuver et diriger la gestion du Directeur général;
- d) étudier et approuver le programme, le budget, les dépenses et les comptes de l'Organisation;
- e) prendre toutes autres mesures en vue d'atteindre les objectifs de l'Organisation.

Article 7

1. Le Conseil est composé des représentants des Etats membres.
2. Chaque Etat membre désigne un représentant ainsi que les suppléants et conseillers qu'il juge nécessaires.
3. Chaque Etat membre dispose d'une voix au Conseil.

Article 8

Le Conseil peut, à leur demande, admettre des Etats non membres et des organisations internationales, gouvernementales ou non gouvernementales, qui s'occupent de migration, de réfugiés ou de ressources humaines, en qualité d'observateurs à ses réunions, dans les conditions qui peuvent être prescrites par son règlement. De tels observateurs n'auront pas le droit de vote.

Article 9

1. Le Conseil se réunit en session ordinaire une fois par an.
2. Le Conseil se réunit en session extraordinaire sur le demande:
 - a) du tiers de ses membres;
 - b) du Comité exécutif;
 - c) du Directeur général ou du Président du Conseil, en cas d'urgence.

CHAPTER IV

COUNCIL

Article 6

The functions of the Council, in addition to those mentioned in other provisions of this Constitution, shall be:

- (a) to determine the policies of the Organization;
- (b) to review the reports and to approve and direct the activities of the Executive Committee;
- (c) to review the reports and to approve and direct the activities of the Director General;
- (d) to review and approve the programme, the Budget, the expenditure and the accounts of the Organization;
- (e) to take any other appropriate action to further the purposes of the Organization.

Article 7

1. The Council shall be composed of representatives of the Member States.

2. Each Member State shall have one representative and such alternates and advisers as it may deem necessary.

3. Each Member State shall have one vote in the Council.

Article 8

The Council may admit, upon their application, non-member States and international organizations, governmental or non-governmental, concerned with migration, refugees or human resources as observers at its meetings under conditions which may be prescribed in its rules of procedure. No such observers shall have the right to vote.

Article 9

1. The Council shall meet in regular session once a year.

2. The Council shall meet in special session at the request of:

- (a) one third of its members;
- (b) the Executive Committee;
- (c) the Director General or the Chairman of the Council in urgent circumstances.

3. Au début de chaque session ordinaire, le Conseil élit un Président et les autres membres du bureau dont le mandat est d'une année.

Article 10

Le Conseil peut créer tout sous-comité nécessaire à l'accomplissement de ses fonctions.

Article 11

Le Conseil adopte son propre règlement.

CHAPITRE V

COMITE EXECUTIF

Article 12

Les fonctions du Comité exécutif consistent à :

a) examiner et revoir la politique, les programmes et les activités de l'Organisation, les rapports annuels du Directeur général et tous rapports spéciaux;

b) examiner toutes les questions financières ou budgétaires qui relèvent de la compétence du Conseil;

c) considérer toute affaire qui lui est soumise spécialement par le Conseil, y compris la révision du budget, et prendre à ce sujet les mesures qui paraîtraient nécessaires;

d) conseiller le Directeur général sur toute affaire que celui-ci pourrait lui soumettre;

e) prendre, entre les sessions du Conseil, toute décision urgente sur des questions relevant de la compétence du Conseil, décisions qui seront soumises à l'approbation de ce dernier lors de sa session suivante;

f) présenter au Conseil ou au Directeur général, de sa propre initiative, des avis ou des propositions;

g) transmettre au Conseil des rapports et, le cas échéant, des recommandations sur les affaires traitées.

Article 13

1. Le Comité exécutif est composé des représentants de neuf Etats membres. Ce nombre peut être augmenté par une décision du Conseil prise à la majorité des deux tiers, étant entendu qu'il ne sera pas supérieur au tiers du nombre total des membres de l'Organisation.

3. The Council shall elect, at the beginning of each regular session, a Chairman and other officers for a one-year term.

Article 10

The Council may set up such sub-committees as may be required for the proper discharge of its functions.

Article 11

The Council shall adopt its own rules of procedure.

CHAPTER V

EXECUTIVE COMMITTEE

Article 12

The functions of the Executive Committee shall be:

(a) to examine and review the policies, programmes and activities of the Organization, the annual reports of the Director General and any special reports;

(b) to examine any financial or budgetary questions falling within the competence of the Council;

(c) to consider any matter specifically referred to it by the Council, including the revision of the Budget, and to take such action as may be deemed necessary thereon;

(d) to advise the Director General on any matters which he may refer to it;

(e) to make, between sessions of the Council, any urgent decisions on matters falling within the competence of the Council, which shall be submitted for approval by that body at its next session;

(f) to present advice or proposals to the Council or the Director General on its own initiative;

(g) to transmit reports and/or recommendations to the Council on the matters dealt with.

Article 13

1. The Executive Committee shall be composed of the representatives of nine Member States. This number may be increased by a two-thirds majority vote of the Council, provided it shall not exceed one third of the total membership of the Organization.

2. Ces Etats membres sont élus par le Conseil pour deux ans et sont rééligibles.

3. Chaque membre du Comité exécutif désigne un représentant ainsi que les suppléants et conseillers qu'il juge nécessaires.

4. Chaque membre du Comité exécutif dispose d'une voix.

Article 14

1. Le Comité exécutif se réunit au moins une fois par an. Il se réunira, selon les besoins, afin d'exercer ses fonctions, sur la demande:

- a) de son président;
- b) du Conseil;
- c) du Directeur général après consultation du président du Conseil;
- d) de la majorité de ses membres.

2. Le Comité exécutif élit parmi ses membres un président et un vice-président dont le mandat est d'une année.

Article 15

Le Comité exécutif peut, sous réserve d'un éventuel réexamen par le Conseil, créer tout sous-comité nécessaire à l'accomplissement de ses fonctions.

Article 16

Le Comité exécutif adopte son propre règlement.

CHAPITRE VI ADMINISTRATION

Article 17

L'Administration comprend un Directeur général, un Directeur général adjoint ainsi que le personnel fixé par le Conseil.

2. These Member States shall be elected by the Council for two years and shall be eligible for re-election.

3. Each member of the Executive Committee shall have one representative and such alternates and advisers as it may deem necessary.

4. Each member of the Executive Committee shall have one vote.

Article 14

1. The Executive Committee shall meet at least once a year. It shall meet, as necessary, in order to perform its functions, at the request of:

- (a) its Chairman;
- (b) the Council;
- (c) the Director General after consultation with the Chairman of the Council;
- (d) a majority of its members.

2. The Executive Committee shall elect a Chairman and a Vice-Chairman from among its members for a one-year term.

Article 15

The Executive Committee may, subject to review by the Council, set up such sub-committees as may be required for the proper discharge of its functions.

Article 16

The Executive Committee shall adopt its own rules of procedure.

CHAPTER VI

ADMINISTRATION

Article 17

The Administration shall comprise a Director General, a Deputy Director General and such staff as the Council may determine.

Article 18

1. Le Directeur général et le Directeur général adjoint sont élus par le Conseil à la majorité des deux tiers et pourront être réélus. La durée de leur mandat sera normalement de cinq ans mais, dans des cas exceptionnels, pourra être inférieure si le Conseil en décide ainsi à la majorité des deux tiers. Ils remplissent leurs fonctions aux termes de contrats approuvés par le Conseil et signés, au nom de l'Organisation, par le Président du Conseil.

2. Le Directeur général est responsable devant le Conseil et le Comité exécutif. Il administre et dirige les services de l'Organisation conformément à la présente Constitution, à la politique générale et aux décisions du Conseil et du Comité exécutif ainsi qu'aux règlements adoptés par eux. Il formule des propositions en vue des mesures à prendre par le Conseil.

Article 19

Le Directeur général nomme le personnel de l'Administration conformément au statut du personnel adopté par le Conseil.

Article 20

1. Dans l'accomplissement de leurs devoirs, le Directeur général, le Directeur général adjoint et le personnel ne doivent ni solliciter ni accepter d'instructions d'aucun Etat ni d'aucune autorité extérieure à l'Organisation. Ils doivent s'abstenir de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux.

2. Chaque Etat membre s'engage à respecter le caractère exclusivement international des fonctions du Directeur général, du Directeur général adjoint et du personnel et à ne pas chercher à les influencer dans l'exécution de leur tâche.

3. Pour le recrutement et l'emploi du personnel, les capacités, la compétence et les qualité d'intégrité doivent être considérées comme des conditions primordiales; sauf circonstances spéciales, le personnel doit être recruté parmi les ressortissants des Etats membres de l'Organisation, en tenant compte du principe d'une répartition géographique équitable.

Article 18

1. The Director General and the Deputy Director General shall be elected by a two-thirds majority vote of the Council and may be re-elected. Their term of office shall normally be five years but may, in exceptional cases, be less if a two-thirds majority of the Council so decides. They shall serve under contracts approved by the Council, which shall be signed on behalf of the Organization by the Chairman of the Council.

2. The Director General shall be responsible to the Council and the Executive Committee. The Director General shall discharge the administrative and executive functions of the Organization in accordance with this Constitution and the policies and decisions of the Council and the Executive Committee and the rules and regulations established by them. The Director General shall formulate proposals for appropriate action by the Council.

Article 19

The Director General shall appoint the staff of the Administration in accordance with the staff regulations adopted by the Council.

Article 20

1. In the performance of their duties, the Director General, the Deputy Director General and the staff shall neither seek nor receive instructions from any State or from any authority external to the Organization. They shall refrain from any action which might reflect adversely on their position as international officials.

2. Each Member State undertakes to respect the exclusively international character of the responsibilities of the Director General, the Deputy Director General and the staff and not to seek to influence them in the discharge of their responsibilities.

3. Efficiency, competence and integrity shall be the necessary considerations in the recruitment and employment of the staff which, except in special circumstances, shall be recruited among the nationals of the Member States of the Organization, taking into account the principle of equitable geographical distribution.

Article 21

Le Directeur général assiste, ou se fait représenter par le Directeur général adjoint ou un autre fonctionnaire désigné, à toutes les sessions du Conseil, du Comité exécutif et des sous-comités. Le Directeur général, ou son représentant désigné, peut prendre part aux débats, sans droit de vote.

Article 22

Lors de la session ordinaire du Conseil qui suit la fin de chaque exercice financier, le Directeur général présente au Conseil, par l'entremise du Comité exécutif, un rapport sur les travaux de l'Organisation, donnant un compte rendu complet de ses activités au cours de l'année écoulée.

CHAPITRE VII

SIEGE

Article 23

1. L'Organisation a son siège à Genève. Le Conseil peut décider, par un vote à la majorité des deux tiers, de transférer le siège dans un autre lieu.

2. Les réunions du Conseil et du Comité exécutif ont lieu à Genève, à moins que les deux tiers des membres du Conseil ou, respectivement, du Comité exécutif n'aient décidé de se réunir ailleurs.

CHAPITRE VIII

FINANCES

Article 24

Le Directeur général soumet au Conseil, par l'entremise du Comité exécutif, un budget annuel comprenant les dépenses d'administration et d'opérations et les recettes prévues, des prévisions supplémentaires en cas de besoin et les comptes annuels ou spéciaux de l'Organisation.

Article 25

1. Les ressources nécessaires aux dépenses de l'Organisation sont constituées:

Article 21

The Director General shall be present, or be represented by the Deputy Director General or another designated official, at all sessions of the Council, the Executive Committee and any sub-committees. The Director General or the designated representative may participate in the discussions but shall have no vote.

Article 22

At the regular session of the Council following the end of each financial year, the Director General shall make to the Council, through the Executive Committee, a report on the work of the Organization, giving a full account of its activities during that year.

CHAPTER VII

HEADQUARTERS

Article 23

1. The Organization shall have its Headquarters in Geneva. The Council may, by a two-thirds majority vote, change its location.

2. The meetings of the Council and the Executive Committee shall be held in Geneva, unless two-thirds of the members of the Council or the Executive Committee respectively have agreed to meet elsewhere.

CHAPTER VIII

FINANCE

Article 24

The Director General shall submit to the Council, through the Executive Committee, an annual budget covering the administrative and operational requirements and the anticipated resources of the Organization, such supplementary estimates as may be required and the annual or special accounting statements of the Organization.

Article 25

1. The requirements of the Organization shall be financed:

a) en ce qui concerne la partie administrative du budget, par des contributions en espèces des Etats membres, qui seront dues au début de l'exercice financier auquel elles se rapportent et acquittées sans retard;

b) en ce qui concerne la partie du budget relative aux opérations, par des contributions en espèces, en nature ou sous forme de services des Etats membres, d'autres Etats, d'organisations internationales, gouvernementales ou non gouvernementales, d'autres entités juridiques ou de personnes privées, contributions qui seront acquittées aussitôt que possible et en entier avant l'expiration de l'exercice financier auquel elles se rapportent.

2. Tout Etat membre doit verser à la partie administrative du budget de l'Organisation une contribution dont le taux sera convenu entre le Conseil et l'Etat membre concerné.

3. Les contributions aux dépenses d'opérations de l'Organisation sont volontaires et tout participant à la partie du budget relative aux opérations peut convenir avec l'Organisation des termes et conditions d'emploi de ses contributions en conformité avec les objectifs et les fonctions de l'Organisation.

4. a) Les dépenses d'administration au siège et toutes les autres dépenses administratives, sauf celles effectuées en vue des fonctions mentionnées à l'alinéa 1 c) et d) de l'article 1, seront imputées sur la partie administrative du budget;

b) Les dépenses d'opérations ainsi que les dépenses administratives effectuées en vue des fonctions mentionnées à l'alinéa 1 c) et d) de l'article 1 seront imputées sur la partie du budget relative aux opérations.

5. Le Conseil veillera à ce que la gestion administrative soit assurée d'une manière efficace et économique.

Article 26

Un règlement financier est établi par le Conseil.

CHAPITRE IX

STATUT JURIDIQUE

Article 27

L'Organisation possède la personnalité juridique. Elle jouit de la capacité juridique nécessaire pour exercer ses fonctions et atteindre ses objectifs, et en particulier de la capacité, selon les lois de l'Etat:

(a) as to the Administrative part of the Budget, by cash contributions from Member States, which shall be due at the beginning of the financial year to which they relate and shall be paid promptly;

(b) as to the Operational part of the Budget, by contributions in cash, in kind or in services from Member States, other States, international organizations, governmental or non-governmental, other legal entities or individuals, which shall be paid as early as possible and in full prior to the expiration of the financial year to which they relate.

2. Member States shall contribute to the Administrative part of the Budget of the Organization at a rate agreed to by the Council and by the Member State concerned.

3. Contributions to the operational expenditure of the Organization shall be voluntary and any contributor to the Operational part of the Budget may stipulate with the Organization terms and conditions, consistent with the purposes and functions of the Organization, under which its contributions may be used.

4. (a) All Headquarters administrative expenditure and all other administrative expenditure except that incurred in pursuance of the functions outlined in paragraph 1 (c) and (d) of Article 1 shall be attributed to the Administrative part of the Budget;

(b) all operational expenditure and such administrative expenditure as is incurred in pursuance of the functions outlined in paragraph 1 (c) and (d) of Article 1 shall be attributed to the Operational part of the Budget.

5. The Council shall ensure that the management is conducted in an efficient and economical manner.

Article 26

The financial regulations shall be established by the Council.

CHAPTER IX LEGAL STATUS

Article 27

The Organization shall possess full juridical personality. It shall enjoy such legal capacity, as may be necessary for the exercise of its functions and the fulfilment of its purposes, and in particular the

a) de contracter; b) d'acquérir des biens meubles et immeubles et d'en disposer; c) de recevoir et de dépenser des fonds publics et privés; d) d'ester en justice.

Article 28

1. L'Organisation jouira des privilèges et immunités qui sont nécessaires pour exercer ses fonctions et atteindre ses objectifs.

2. Les représentants des Etats membres, le Directeur général, le Directeur général adjoint et le personnel de l'Administration jouiront également des privilèges et immunités nécessaires au libre exercice de leurs fonctions en rapport avec l'Organisation.

3. Ces privilèges et immunités seront définis dans des accords entre l'Organisation et les Etats concernés ou par d'autres mesures prises par ces Etats.

CHAPITRE X

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 29

1. A moins qu'il n'en soit disposé autrement dans la présente Constitution ou dans les règlements établis par le Conseil ou le Comité exécutif, toutes les décisions du Conseil, du Comité exécutif et de tous les sous-comités sont prises à la majorité simple.

2. Les majorités prévues par les dispositions de la présente Constitution ou des règlements établis par le Conseil ou le Comité exécutif s'entendent des membres présents et votants.

3. Un vote n'est valable que si la majorité des membres du Conseil, du Comité exécutif ou du sous-comité intéressé est présente.

Article 30

1. Les textes des amendements proposés à la présente Constitution seront communiqués par le Directeur général aux gouvernements des Etats membres trois mois au moins avant qu'ils soient examinés par le Conseil.

capacity, in accordance with the laws of the State: (a) to contract; (b) to acquire and dispose of immovable and movable property; (c) to receive and disburse private and public funds; (d) to institute legal proceedings.

Article 28

1. The Organization shall enjoy such privileges and immunities as are necessary for the exercise of its functions and the fulfilment of its purposes.

2. Representatives of Member States, the Director General, the Deputy Director General and the staff of the Administration shall likewise enjoy such privileges and immunities as are necessary for the independent exercise of their functions in connection with the Organization.

3. These privileges and immunities shall be defined in agreements between the Organization and the States concerned or through other measures taken by these States.

CHAPTER X

MISCELLANEOUS PROVISIONS

Article 29

1. Except as otherwise expressly provided in this Constitution or rules made by the Council or the Executive Committee, all decisions of the Council, the Executive Committee and all sub-committees shall be taken by a simple majority vote.

2. Majorities provided for in this Constitution or rules made by the Council or the Executive Committee shall refer to members present and voting.

3. No vote shall be valid unless a majority of the members of the Council, the Executive Committee or the sub-committee concerned are present.

Article 30

1. Texts of proposed amendments to this Constitution shall be communicated by the Director General to Governments of Member States at least three months in advance of their consideration by the Council.

2. Les amendements entreront en vigueur lorsqu'ils auront été adoptés par les deux tiers des membres du Conseil et acceptés par les deux tiers des Etats membres, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives, étant entendu, toutefois, que les amendements entraînant de nouvelles obligations pour les membres n'entreront en vigueur pour un membre déterminé que lorsque ce membre aura accepté de tels amendements.

Article 31

Tout différend concernant l'interprétation ou l'application de la présente Constitution qui n'aura pas été réglé par voie de négociation ou par une décision du Conseil prise à la majorité des deux tiers, sera déféré à la Cour internationale de Justice conformément au Statut de ladite Cour, à moins que les Etats membres intéressés ne conviennent d'un autre mode de règlement dans un délai raisonnable.

Article 32

Sous réserve de l'approbation des deux tiers des membres du Conseil, l'Organisation peut reprendre de toute autre organisation ou institution internationale dont les objectifs ressortissent au domaine de l'Organisation, les activités, ressources et obligations qui pourraient être fixées par un accord international ou un arrangement convenu entre les autorités compétentes des organisations respectives.

Article 33

Le Conseil peut, par une décision prise à la majorité des trois quarts de ses membres, prononcer la dissolution de l'Organisation.

Article 34¹⁾

Le présent Acte constitutif entrera en vigueur, pour les gouvernements membres du Comité intergouvernemental pour les migrations européennes qui l'auront accepté, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives, le jour de la première réunion dudit Comité après que:

- a) les deux tiers au moins des membres du Comité et
- b) un nombre de membres versant au moins 75 pour cent des contributions à la partie administrative du budget, auront notifié au Directeur leur acceptation dudit Acte.

¹⁾ Les articles 34 et 35 ont été mis en oeuvre lors de l'entrée en vigueur de la Constitution le 30 novembre 1954.

2. Amendments shall come into force when adopted by two-thirds of the members of the Council and accepted by two-thirds of the Member States in accordance with their respective constitutional processes, provided, however, that amendments involving new obligations for Members shall come into force in respect of a particular Member only when that Member accepts such amendments.

Article 31

Any dispute concerning the interpretation or application of this Constitution which is not settled by negotiation or by a two-thirds majority vote of the Council shall be referred to the International Court of Justice in conformity with the Statute of the Court, unless the Member States concerned agree on another mode of settlement within a reasonable period of time.

Article 32

Subject to approval by two-thirds of the members of the Council, the Organization may take over from any other international organization or agency the purposes and activities of which lie within the purposes of the Organization such activities, resources and obligations as may be determined by international agreement or by mutually acceptable arrangements entered into between the competent authorities of the respective organizations.

Article 33

The Council may, by a three-quarters majority vote of its members, decide to dissolve the Organization.

Article 34*

This Constitution shall come into force, for those Governments Members of the Intergovernmental Committee for European Migration which have accepted it in accordance with their respective constitutional processes, on the day of the first meeting of that Committee after:

- (a) at least two-thirds of the Members of the Committee, and
- (b) a number of Members whose contributions represent at least 75 per cent of the Administrative part of the Budget, shall have communicated to the Director their acceptance of this Constitution.

* Articles 34 and 35 were implemented at the time of the entry into force of the Constitution on 30 November 1954.

Article 35¹⁾

Les gouvernements membres du Comité intergouvernemental pour les migrations européennes qui, à la date d'entrée en vigueur du présent Acte constitutif, n'auront pas notifié au Directeur leur acceptation dudit Acte, peuvent rester membres du Comité pendant une année à partir de cette date, s'ils apportent une contribution aux dépenses d'administration du Comité conformément aux termes de l'alinéa 2 de l'article 25; ils conservent pendant cette période le droit d'accepter l'Acte constitutif.

Article 36

Les textes français, anglais et espagnol de la présente Constitution sont considérés comme également authentiques.

¹⁾ Les articles 34 et 35 ont été mis en oeuvre lors de l'entrée en vigueur de la Constitution le 30 novembre 1954.

Article 35*

Those Governments Members of the Intergovernmental Committee for European Migration which have not by the date of coming into force of this Constitution communicated to the Director their acceptance of this Constitution may remain Members of the Committee for a period of one year from that date if they contribute to the administrative requirements of the Committee in accordance with paragraph 2 of Article 25, and they shall retain during that period the right to accept the Constitution.

Article 36

The English, French and Spanish texts of this Constitution shall be regarded as equally authentic.

* Articles 34 and 35 were implemented at the time of the entry into force of the Constitution on 30 November 1954.

C. VERTALING

De oorspronkelijke vertaling is geplaatst in *Trb.* 1954, 13.
Hieronder volgt de vertaling van het Statuut zoals gewijzigd in 1987:

Statuut van de Internationale Organisatie voor Migratie

Statuut *)

Preambule

De Hoge Verdragsluitende Partijen,
In herinnering brengend
de Resolutie die op 5 december 1951 door de Migratieconferentie te Brussel werd aangenomen,

Erkennend

dat het vaak noodzakelijk is op internationaal niveau migratiediensten te verlenen, ten einde het ordelijke verloop van migratiebewegingen in de wereld te verzekeren en de vestiging en integratie van migranten in het economische en sociale bestel van het ontvangende land onder zo gunstig mogelijke omstandigheden te vergemakkelijken,

dat soortgelijke migratiediensten ook noodzakelijk kunnen zijn voor tijdelijke migratie, remigratie en migratie binnen de regio,

dat internationale migratie tevens omvat migratie van vluchtelingen, ontheemden en andere personen die gedwongen zijn hun land te verlaten en die behoefte hebben aan internationale migratiediensten,

dat het nodig is, de samenwerking van Staten en internationale organisaties te bevorderen met het oog op de vergemakkelijking van de migratie van personen die naar landen wensen te migreren waar zij door middel van eigen arbeid in hun onderhoud kunnen voorzien en in waardigheid en zelfrespect met hun gezinnen kunnen leven,

dat migratie een stimulans kan zijn voor het scheppen van nieuwe economische mogelijkheden in ontvangende landen en dat er verband bestaat tussen migratie en de economische, sociale en culturele omstandigheden in ontwikkelingslanden,

dat bij de samenwerking en bij andere internationale activiteiten ten behoeve van migratie rekening dient te worden gehouden met de behoeften van ontwikkelingslanden,

*) Deze tekst omvat de wijzigingen op het Statuut van 19 oktober 1953 van de Intergouvernementele Commissie voor Europese Migratie (de vroegere benaming van de Organisatie) die op 20 mei 1987 werden aangenomen.

dat het nodig is, de samenwerking van Staten en gouvernementele en niet-gouvernementele internationale organisaties te bevorderen ten behoeve van het onderzoek naar en het overleg omtrent migratiekwesties, niet alleen met betrekking tot het migratieproces, maar ook met betrekking tot de specifieke situatie en behoeften van de migrant als individueel menselijk wezen,

dat het vervoer van migranten zoveel mogelijk dient plaats te vinden met normale vervoerdiensten, maar dat er soms extra of andere voorzieningen nodig zijn,

dat er omtrent migratie- en vluchtelingenzaken nauwe samenwerking en coördinatie dient te zijn tussen Staten en gouvernementele en niet-gouvernementele internationale organisaties,

dat internationale financiering van activiteiten betreffende internationale migratie nodig is,

Richten hierbij op de Internationale Organisatie voor Migratie, hierna te noemen: de Organisatie, en
Aanvaarden dit Statuut.

HOOFDSTUK I

DOELEINDEN EN FUNCTIES

Artikel 1

1. De doeleinden en functies van de Organisatie zijn:

(a) het treffen van regelingen voor de georganiseerde overbrenging van migranten voor wie de bestaande voorzieningen onvoldoende zijn of die anders niet in staat zouden zijn zonder bijzondere hulp naar landen te vertrekken die gelegenheid bieden voor systematische migratie;

(b) zich bezig te houden met de georganiseerde overbrenging van vluchtelingen, ontheemden en andere personen die behoefte hebben aan internationale migratiediensten, voor wie regelingen kunnen worden getroffen tussen de Organisatie en de betrokken Staten, met inbegrip van de Staten die op zich nemen hen te ontvangen;

(c) het verlenen, op verzoek van en in overeenstemming met de betrokken Staten, van migratiediensten zoals werving, selectie, voorbereiding, taalonderwijs, voorlichting inzake beroepskeuze, medisch onderzoek, het vinden van een werkkring, activiteiten ter vergemakkelijking van de ontvangst en integratie, adviesdiensten inzake migratievraagstukken, en andere hulp die in overeenstemming is met de doeleinden van de Organisatie;

(d) het verlenen van soortgelijke diensten, op verzoek van Staten of in samenwerking met andere belanghebbende internationale orga-

nisaties, voor vrijwillige remigratie, met inbegrip van vrijwillige repatriëring;

(e) het verschaffen van een forum voor zowel Staten als internationale en andere organisaties voor de uitwisseling van denkbeelden en ervaringen en de bevordering van de samenwerking bij en de coördinatie van maatregelen inzake internationale migratievraagstukken, met inbegrip van de bestudering van zodanige vraagstukken met het doel tot praktische oplossingen te komen.

2. Bij de uitoefening van haar functies werkt de Organisatie nauw samen met gouvernementele en niet-gouvernementele internationale organisaties die zich bezig houden met migratie, vluchtelingen en de ontwikkeling van het menselijk potentieel, ten einde onder meer de coördinatie van internationale activiteiten op deze terreinen te vergemakkelijken. Deze samenwerking geschiedt met wederzijdse eerbiediging van de bevoegdheden van de betrokken organisaties.

3. De Organisatie erkent dat de normen van toelating en het aantal toe te laten immigranten kwesties zijn die vallen onder de uitsluitende bevoegdheid van de Staten. Bij de uitoefening van haar functies houdt de Organisatie zich aan de wetten en voorschriften en het beleid van de betrokken Staten.

HOOFDSTUK II

LIDMAATSCHAP

Artikel 2

Leden van de Organisatie zijn:

(a) de Staten die lid zijn van de Organisatie en die dit Statuut overeenkomstig artikel 34 hebben aanvaard, of op welke de bepalingen van artikel 35 van toepassing zijn

(b) andere Staten die aangetoond hebben dat zij belang hebben bij het beginsel van het vrije verkeer van personen, en die zich verbinden althans in de administratieve kosten van de Organisatie financieel bij te dragen; de omvang van de bijdrage zal worden overeengekomen tussen de Raad en de betrokken Staat onder voorwaarde dat de Raad een beslissing neemt met een tweederde meerderheid van stemmen en dat deze Staat dit Statuut aanvaardt.

Artikel 3

Een Lidstaat kan mededeling doen dat hij zich uit de Organisatie terugtrekt met ingang van het einde van het boekjaar. Een dergelijke mededeling dient schriftelijk te geschieden en dient de Directeur-Generaal van de Organisatie minstens vier maanden vóór het einde

van het boekjaar te hebben bereikt. De financiële verplichtingen ten aanzien van de Organisatie omvatten voor een Lidstaat die mededeling van opzegging heeft gedaan, het gehele boekjaar waarin deze mededeling werd gedaan.

Artikel 4

1. Indien een Lidstaat gedurende twee opeenvolgende boekjaren niet aan zijn financiële verplichtingen tegenover de Organisatie voldoet, kan de Raad door een met een tweederde meerderheid van stemmen te nemen beslissing het stemrecht en alle of een deel van de diensten waarop deze Lidstaat recht heeft, opschorten. De Raad is bevoegd dit stemrecht en de verlening van deze diensten te herstellen door een met eenvoudige meerderheid van stemmen te nemen beslissing.

2. Een Lidstaat kan als lid worden geschorst door een met een tweederde meerderheid van stemmen te nemen beslissing van de Raad, indien hij bij voortdurende inbreuk maakt op de beginselen van dit Statuut. De Raad is bevoegd het lidmaatschap te herstellen door een met eenvoudige meerderheid van stemmen te nemen beslissing.

HOOFDSTUK III

ORGANEN

Artikel 5

Als organen van de Organisatie worden ingesteld:

- (a) de Raad;
- (b) het Uitvoerend Comité;
- (c) de Administratie.

HOOFDSTUK IV

DE RAAD

Artikel 6

De functies van de Raad, naast die welke in andere bepalingen van dit Statuut worden genoemd, zijn:

- (a) het bepalen van het beleid van de Organisatie;
- (b) het bestuderen van de rapporten en het goedkeuren en leiden van de werkzaamheden van het Uitvoerend Comité;
- (c) het bestuderen van de rapporten en het goedkeuren en leiden van de werkzaamheden van de Directeur-Generaal;

(d) het bestuderen en goedkeuren van het programma, de begroting, de uitgaven en de rekeningen van de Organisatie;

(e) het nemen van alle andere maatregelen die zijn gericht op het bevorderen van de doeleinden van de Organisatie.

Artikel 7

1. De Raad bestaat uit vertegenwoordigers van de Lidstaten.
2. Elke Lidstaat heeft één vertegenwoordiger en zoveel plaatsvervangers en adviseurs als hij nodig oordeelt.
3. Elke Lidstaat heeft één stem in de Raad.

Artikel 8

De Raad kan, op hun verzoek, niet-Lidstaten en gouvernementele of niet-gouvernementele internationale organisaties die zich bezighouden met migratie, vluchtelingen of de ontwikkeling van het menselijk potentieel, als waarnemers toelaten tot zijn vergaderingen op de in zijn huishoudelijk reglement eventueel voor te schrijven voorwaarden. Deze waarnemers hebben geen stemrecht.

Artikel 9

1. De Raad komt eenmaal per jaar in gewone zitting bijeen.
2. De Raad komt in buitengewone zitting bijeen op verzoek van:
 - (a) een derde van zijn leden;
 - (b) het Uitvoerend Comité;
 - (c) de Directeur-Generaal of de Voorzitter van de Raad, in dringende gevallen.
3. De Raad kiest aan het begin van iedere gewone zitting een Voorzitter en andere functionarissen voor een ambtstermijn van één jaar.

Artikel 10

De Raad kan die subcommissies instellen die voor een juiste uitoefening van zijn functies noodzakelijk zijn.

Artikel 11

De Raad stelt zijn eigen huishoudelijk reglement vast.

HOOFDSTUK V

HET UITVOEREND COMITÉ

Artikel 12

De functies van het Uitvoerend Comité zijn:

(a) het onderzoeken en beoordelen van het beleid, de programma's en de activiteiten van de Organisatie, van de jaarverslagen van de Directeur-Generaal en van eventuele bijzondere rapporten;

(b) het onderzoeken van alle financiële of budgettaire vraagstukken die binnen de bevoegdheid van de Raad vallen;

(c) het bestuderen van alle vraagstukken die uitdrukkelijk door de Raad aan het Comité zijn voorgelegd, met inbegrip van de herziening van de begroting, en het nemen van alle ten aanzien daarvan nodig geachte maatregelen;

(d) het adviseren van de Directeur-Generaal ten aanzien van alle aangelegenheden die deze aan het Comité voorlegt;

(e) het nemen, in de tijdvakken tussen de zittingen van de Raad, van dringende beslissingen inzake aangelegenheden die binnen de bevoegdheid van de Raad vallen, welke beslissingen tijdens zijn volgende zitting ter goedkeuring aan de Raad worden voorgelegd.

(f) het eigener beweging uitbrengen van advies of doen van voorstellen aan de Raad of de Directeur-Generaal;

(g) het toezenden van verslagen en/of aanbevelingen aan de Raad inzake behandelde aangelegenheden.

Artikel 13

1. Het Uitvoerend Comité bestaat uit vertegenwoordigers van negen Lidstaten. Dit aantal kan door een met een tweederde meerderheid van stemmen te nemen beslissing van de Raad worden verhoogd, mits het niet groter wordt dan een derde van het totale aantal leden van de Organisatie.

2. Deze Lidstaten worden door de Raad voor twee jaar gekozen en zijn herkiesbaar.

3. Elk lid van het Uitvoerend Comité heeft één vertegenwoordiger en zoveel plaatsvervangers en adviseurs als het nodig oordeelt.

4. Elk lid van het Uitvoerend Comité heeft één stem.

Artikel 14

1. Het Uitvoerend Comité komt ten minste éénmaal per jaar bijeen.

Indien nodig komt het bijeen voor de uitvoering van zijn functies op verzoek van:

- (a) zijn Voorzitter;
- (b) de Raad;
- (c) de Directeur-Generaal na overleg met de Voorzitter van de Raad;
- (d) een meerderheid van zijn leden.

2. Het Uitvoerend Comité kiest uit zijn leden een Voorzitter en een Vice-Voorzitter voor een ambtstermijn van één jaar.

Artikel 15

Onder voorbehoud van toetsing door de Raad kan het Uitvoerend Comité de subcommissies instellen die voor een juiste uitoefening van zijn functies noodzakelijk zijn.

Artikel 16

Het Uitvoerend Comité stelt zijn eigen huishoudelijk reglement vast.

HOOFDSTUK VI

ADMINISTRATIE

Artikel 17

De Administratie bestaat uit een Directeur-Generaal, een Plaatsvervangend Directeur-Generaal en uit door de Raad vast te stellen personeel.

Artikel 18

1. De Directeur-Generaal en de Plaatsvervangend Directeur-Generaal worden gekozen door de Raad met een tweederde meerderheid van stemmen en zijn herkiesbaar. Hun ambtstermijn is gewoonlijk vijf jaar, maar kan in uitzonderlijke gevallen korter zijn, als de Raad zulks met een tweederde meerderheid van stemmen beslist. Zij verrichten hun werkzaamheden op grond van door de raad goedgekeurde contracten, die namens de Organisatie worden ondertekend door de Voorzitter van de Raad.

2. De Directeur-Generaal is verantwoording verschuldigd aan de Raad en het Uitvoerend Comité. De Directeur-Generaal oefent de administratieve en bestuurlijke functies van de Organisatie uit in overeenstemming met dit Statuut en met het beleid en de beslissingen

van de Raad en het Uitvoerend Comité en de door deze vastgestelde regels en voorschriften. De Directeur-Generaal formuleert voorstellen met het oog op door de Raad te nemen maatregelen.

Artikel 19

De Directeur-Generaal benoemt het personeel van de Administratie in overeenstemming met de personeelsvoorschriften die door de Raad zijn aangenomen.

Artikel 20

1. Bij de vervulling van hun taak vragen de Directeur-Generaal, de Plaatsvervangend Directeur-Generaal en het personeel geen instructies aan, noch ontvangen zij instructies van enige Staat of van enige autoriteit buiten de Organisatie. Zij onthouden zich van elke handeling die hun positie als internationale functionarissen nadelig zou kunnen beïnvloeden.

2. Elke Lidstaat verbindt zich, de uitsluitend internationale aard van de functies van de Directeur-Generaal, de Plaatsvervangend Directeur-Generaal en het personeel te eerbiedigen en niet te trachten hen bij de uitoefening van hun functies te beïnvloeden.

3. Geschiktheid, bekwaamheid en onkreukbaarheid zijn de noodzakelijke maatstaven bij het aannemen en het in dienst hebben van het personeel dat, behalve in bijzondere omstandigheden, wordt aangeworven uit onderdanen van Lidstaten van de Organisatie, met inachtneming van het beginsel van een billijke geografische verdeling.

Artikel 21

De Directeur-Generaal is aanwezig, of wordt vertegenwoordigd door de Plaatsvervangend Directeur-Generaal of door een andere aangewezen functionaris, bij alle zittingen van de Raad, van het Uitvoerend Comité en van alle subcommissies. De Directeur-Generaal of de aangewezen vertegenwoordiger kan aan de besprekingen deelnemen, maar heeft geen stemrecht.

Artikel 22

Tijdens de gewone zitting van de Raad na het einde van elk boekjaar brengt de Directeur-Generaal, door bemiddeling van het Uitvoerend Comité, verslag uit aan de Raad over het werk van de Organisatie, waarbij een volledig overzicht van haar activiteiten gedurende het afgelopen jaar wordt gegeven.

HOOFDSTUK VII

ZETEL

Artikel 23

1. De Organisatie is gevestigd te Genève. De Raad kan met een tweederde meerderheid van stemmen besluiten de zetel elders te vestigen.

2. De bijeenkomsten van de Raad en van het Uitvoerend Comité worden gehouden in Genève, tenzij tweederde van de leden van de Raad, onderscheidenlijk van het Uitvoerend Comité, ermede heeft ingestemd elders bijeen te komen.

HOOFDSTUK VIII

FINANCIËN

Artikel 24

De Directeur-Generaal legt, door bemiddeling van het Uitvoerend Comité, aan de Raad een jaarlijkse begroting voor, die de kosten van administratie en de werkzaamheden en de verwachte inkomsten van de Organisatie omvat, alsmede aanvullende voorzieningen indien deze nodig mochten zijn, en de jaarrekeningen of bijzondere rekeningen van de Organisatie.

Artikel 25

1. De behoeften van de Organisatie worden als volgt gefinancierd:

(a) wat het administratieve deel van de begroting betreft, door geldelijke bijdragen van de Lidstaten, die verschuldigd zijn aan het begin van het boekjaar waarop zij betrekking hebben, en die onverwijld dienen te worden voldaan;

(b) wat het deel van de begroting betreft dat betrekking heeft op de werkzaamheden door bijdragen in geld, in natura of in diensten van de Lidstaten, van andere Staten, gouvernementele of niet-gouvernementele internationale organisaties, andere rechts-personen of personen, die zo spoedig mogelijk en volledig worden voldaan vóór het verstrijken van het boekjaar waarop zij betrekking hebben.

2. De Lidstaten dragen voor het administratieve deel van de begroting van de Organisatie bij in een omvang die wordt overeengekomen tussen de Raad en de betrokken Lidstaat.

3. De bijdragen in de kosten van de werkzaamheden van de Organisatie zijn vrijwillig en ieder die bijdraagt voor het deel van de begroting dat betrekking heeft op de werkzaamheden, kan met de Organisatie de voorwaarden overeenkomen, verenigbaar met de doeleinden en functies van de Organisatie, waaronder zijn of haar bijdragen kunnen worden gebruikt.

4. (a) Alle administratieve kosten ter plaatse van de zetel en alle andere administratieve kosten, behalve die welke worden gemaakt ter uitoefening van de functies, genoemd in artikel 1, eerste lid, letters (c) en (d), komen ten laste van het administratieve deel van de begroting;

(b) alle kosten van de werkzaamheden en die administratieve kosten welke worden gemaakt ter uitoefening van de functies, genoemd in artikel 1, eerste lid, letter (c) en (d), komen ten laste van het deel van de begroting dat betrekking heeft op de werkzaamheden.

5. De raad ziet er op toe dat het beheer op een doeltreffende en economisch verantwoorde wijze wordt gevoerd.

Artikel 26

Het financieel reglement wordt vastgesteld door de Raad.

HOOFDSTUK IX

RECHTSPOSITIE

Artikel 27

De Organisatie bezit volledige rechtspersoonlijkheid. Zij bezit de wettelijke bevoegdheden die nodig zijn voor de uitoefening van haar functies en de verwezenlijking van haar doeleinden, en in het bijzonder de bevoegdheid om, in overeenstemming met de wetten van de Staat: (a) overeenkomsten te sluiten; (b) roerende en onroerende goederen te verwerven en er over te beschikken; (c) particuliere en openbare gelden te ontvangen en uit te geven; (d) in rechte op te treden.

Artikel 28

1. De Organisatie geniet de voorrechten en immuniteiten die nodig zijn voor de uitoefening van haar functies en de verwezenlijking van haar doeleinden.

2. De vertegenwoordigers van Lidstaten, de Directeur-Generaal, de Plaatsvervangend Directeur-Generaal en het personeel van de Administratie genieten eveneens de voorrechten en immuniteiten die

nodig zijn voor de onafhankelijke uitoefening van hun functies in verband met de Organisatie.

3. Deze voorrechten en immuniteiten worden omschreven in overeenkomsten tussen de Organisatie en de betrokken Staten of vastgesteld door middel van andere door deze Staten genomen maatregelen.

HOOFDSTUK X

DIVERSE BEPALINGEN

Artikel 29

1. Tenzij uitdrukkelijk anders is bepaald in dit Statuut of in door de Raad of het Uitvoerend Comité uitgevaardigde regels, worden alle besluiten van de Raad, van het Uitvoerend Comité en van alle subcommissies met gewone meerderheid van stemmen genomen.

2. Alle meerderheden, voorgeschreven in dit Statuut of in de door de Raad of het Uitvoerend Comité uitgevaardigde regels, hebben betrekking op het aantal aanwezige leden die hun stem uitbrengen.

3. Een stemming is alleen geldig indien de meerderheid van de leden van de Raad, van het Uitvoerend Comité of van de betrokken subcommissies aanwezig is.

Artikel 30

1. De teksten van voorgestelde wijzigingen van dit Statuut dienen door de Directeur-Generaal minstens drie maanden voordat zij door de Raad zullen worden besproken, aan de Regeringen van de Lidstaten te worden toegezonden.

2. De wijzigingen worden van kracht wanneer zij door tweederde van de leden van de Raad zijn aangenomen en door tweederde van de Lidstaten zijn aanvaard in overeenstemming met hun onderscheiden constitutionele voorschriften, met dien verstande evenwel dat wijzigingen die nieuwe verplichtingen voor de leden inhouden, slechts ten aanzien van een bepaald lid van kracht worden, wanneer dit lid deze wijzigingen aanvaardt.

Artikel 31

Ieder geschil betreffende de uitlegging of toepassing van dit Statuut, dat niet door middel van onderhandelingen of door een met een tweederde meerderheid van stemmen genomen besluit van de Raad wordt geregeld, wordt overeenkomstig het Statuut van het Internatio-

nale Gerechtshof voorgelegd aan dit Hof, tenzij de betrokken Lidstaten binnen een redelijke termijn overeenstemming bereiken over een andere wijze van regeling van dit geschil.

Artikel 32

Onder voorbehoud van goedkeuring door tweederde van de leden van de Raad kan de Organisatie van iedere andere internationale organisatie of ieder ander internationaal lichaam waarvan de doeleinden en werkzaamheden binnen de doeleinden van de Organisatie liggen, de werkzaamheden, middelen en verplichtingen overnemen die in een internationale overeenkomst of in wederzijds aanvaardbare regelingen tussen de bevoegde autoriteiten van de onderscheiden organisaties worden vastgelegd.

Artikel 33

De Raad kan, met een meerderheid van stemmen van drievierde van zijn leden, besluiten de Organisatie te ontbinden.

Artikel 34*)

Ten aanzien van de Regeringen die lid zijn van de Intergouvernementele Commissie voor Europese Migratie en dit Statuut hebben aanvaard in overeenstemming met hun onderscheiden constitutionele voorschriften, treedt dit Statuut in werking op de dag waarop deze Commissie voor het eerst bijeenkomt, nadat:

- (a) ten minste tweederde van de leden van de Commissie, en
- (b) een aantal leden waarvan de bijdragen ten minste 75 procent van het administratieve deel van de begroting uitmaken, de Directeur hebben medegedeeld dat zij dit Statuut aanvaardden.

Artikel 35*)

De Regeringen die lid zijn van de Intergouvernementele Commissie voor Europese Migratie en op de datum van inwerkingtreding van dit Statuut de Directeur nog niet in kennis hebben gesteld van hun aanvaarding van dit Statuut, kunnen gedurende een tijdvak van één jaar, te rekenen van deze datum, lid blijven van de Commissie, indien zij bijdragen in de administratieve kosten van de Commissie overeenkomstig artikel 25, tweede lid, en behouden gedurende dit tijdvak het recht het Statuut te aanvaarden.

*) De artikelen 34 en 35 werden tenuitvoergelegd op het tijdstip van de inwerkingtreding van het Statuut op 30 november 1954.

Artikel 36

De Engelse, de Franse en de Spaanse tekst van dit Statuut worden beschouwd als gelijkelijk authentiek.

D. PARLEMENT

Zie *Trb.* 1954, 201 en rubriek J hieronder.

F. TOETREDING

Zie *Trb.* 1954, 201.

Behalve de aldaar genoemde hebben nog de volgende Staten in overeenstemming met artikel 33 aan de Directeur van de Intergouvernementele Commissie voor Europese Migratie medegedeeld, dat zij het Statuut aanvaardden:

Rhodesië en Nyasaland	23 maart 1955
Costa Rica	29 maart 1955
België	27 april 1955
Nieuw-Zeeland	27 april 1955
Brazilië	28 juni 1955
Frankrijk	9 september 1955
Colombia	19 september 1955
Venezuela	28 november 1955
Spanje	25 mei 1956
Luxemburg	18 juli 1956
Zuid-Afrika	1 oktober 1956

De volgende Staten zijn als lid toegelaten:

Panama	13 november 1958
Ecuador	12 november 1959
Bolivia	1 december 1960
het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittanië en Noord-Ierland ¹⁾	11 mei 1961
Malta ¹⁾	12 november 1962
Uruguay	3 mei 1965
Peru	14 november 1966
Honduras	13 november 1967
Nicaragua	13 november 1967
de Dominicaanse Republiek	25 november 1968
El Salvador	25 november 1968
Venezuela ²⁾	4 december 1973
Cyprus	28 mei 1974
Portugal	17 november 1975
Australië ²⁾	24 mei 1985
Kenya	24 mei 1985
Thailand ³⁾	28 mei 1986
Guatemala ⁴⁾	25 november 1986

¹⁾ Vergelijk rubriek I

²⁾ Opnieuw toegelaten. Vergelijk rubriek I

³⁾ Waarnemer sinds 22 november 1976.

⁴⁾ Waarnemer sinds 14 november 1966.

G. INWERKINGTREDING

Zie *Trb.* 1954, 201.

L. OPZEGGING

In overeenstemming met artikel 3 van het Statuut hebben de volgende leden mededeling gedaan zich uit de Commissie terug te trekken:

Federatie van Rhodesië en Nyasaland	31 december 1960
Zweden ¹⁾	31 december 1961
Canada ²⁾	31 december 1962
Frankrijk ³⁾	31 december 1966
Nieuw-Zeeland	31 december 1967
Venezuela ⁴⁾	31 december 1967
het Verenigd Koninkrijk van Groot- Brittanië en Noord-Ierland ⁵⁾	31 december 1968
Australië ⁶⁾	31 december 1973
Spanje ⁷⁾	31 december 1977
Brazilië	31 december 1979
Zuid-Afrika	31 december 1980
Malta	31 december 1981

¹⁾ Waarnemer sinds 18 november 1980.

²⁾ Waarnemer sinds 17 november 1975.

³⁾ Waarnemer sinds 1 december 1981.

⁴⁾ Waarnemer sinds 24 november 1970.

⁵⁾ Waarnemer sinds 22 november 1976.

⁶⁾ Waarnemer sinds 15 november 1977.

⁷⁾ Waarnemer sinds 1 januari 1978.

J. GEGEVENS

Zie *Trb.* 1953, 128 en *Trb.* 1954, 201.

Voor het op 26 juni 1945 te San Fransisco tot stand gekomen Statuut van het Internationale Gerechtshof zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1987, 114.

Op 19 november 1980 werd door de Raad van de Intergouvernementele Commissie voor Europese Migratie in zijn 331e bijeenkomst de volgende Resolutie aangenomen:

RESOLUTION NO. 624 (XLV)

Changing the Designation of ICEM

The Council of the Intergovernmental Committee for European Migration.

Recognizing the substantial contribution the Committee has made by its vastly increased refugee resettlement efforts and its international co-operation in the transfer of technology through the movement of specialized human resources.

Recalling its Resolution No. 610 (XLIV) of 20 November 1979, in which, after recognizing that both the need for and the impressive development of ICEM's services outside Europe had greatly increased as a result of the recent unforeseen and dramatic expansion of the refugee phenomenon, it concluded that circumstances would compel the Committee to continue to provide them on a global basis,

Resolves that, for purely practical purposes, the Committee shall, as from the date of this resolution, be designated at the Intergovernmental Committee for Migration (ICM), it being understood that such change of designation shall in no way be regarded as modifying the Constitution of the Committee and shall be without prejudice to any resolutions hitherto adopted by the Council, to any existing agreements and contracts to which the Committee is a party, or to any national laws concerning the Committee.

Op 20 mei 1987 zijn te Genève tijdens de 54e zitting van de Intergouvernementele Commissie voor Migratie wijzigingen op het Statuut aangenomen in overeenstemming met zijn artikel 29.

Ingevolge artikel 29, eerste lid, van het Statuut zullen de wijzigingen in werking treden wanneer zij door tweederde van de Regeringen welke lid zijn van de Commissie zijn aanvaard.

Ingevolge artikel 91 van de Grondwet behoeven de wijzigingen de goedkeuring van de Staten-Generaal, alvorens het Koninkrijk der Nederlanden de wijzigingen kan aanvaarden.

Uitgegeven de derde maart 1988.

De Minister van Buitenlandse Zaken,

H. VAN DEN BROEK